



# LES GRECS EN PROIE AU CHANTAGE

Le 27 octobre dernier, un nouvel accord européen sur le désendettement de la Grèce est conclu qui conditionne le versement d'une prochaine tranche d'aides à de nouvelles mesures d'austérité. Stavy Saloufakou, présidente d'EKA (Union des syndicats d'Athènes), dit la colère et les attentes de ses concitoyens et dénonce cette spirale récessive dans laquelle son pays est plongé.

**PROPOS RECUEILLIS PAR CHRYSTEL JAUBERT**

**nvo** > *Comment les travailleurs grecs vivent-ils la situation actuelle ?*

**Stavy Saloufakou** > Le contexte économique et social crée une atmosphère étouffante. L'insécurité, le manque de perspectives, l'explosion de la pauvreté changent radicalement les conditions de vie et de travail. De plus, le taux de chômage galopant constitue désormais un outil de chantage permettant aux employeurs de faire pression sur les salariés de sorte à modifier les relations industrielles à leur avantage et mettre un terme effectif à l'ensemble de la protection sociale.

C'est la démocratie même qui, progressivement mais inéluctablement, est vidée de sens, car on ne cesse de

bafouer la souveraineté du peuple grec. Nos concitoyens comprennent bien que les mauvais choix qu'on leur impose ne relèvent pas d'une stratégie planifiée de relance économique. Le leadership néolibéral de l'Union européenne (UE) met en cause le droit à l'autodétermination et la souveraineté nationale des États membres et redoute l'expression démocratique des peuples d'Europe. Le chantage cruel que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel exercent sur notre gouvernement, comme sur d'autres, montre bien que les marchés ont la primeur sur les hommes, que l'UE est au service de la finance et des intérêts financiers et se moque de laisser les gens sur le bord de la route.

*Qu'attendez-vous de l'accord du 27 octobre ?*

Nous n'en connaissons pas encore tous les tenants et aboutissants, mais s'agissant du désendettement de notre pays, il semble que cet accord n'aille pas dans le bon sens. En effet, il ne répond absolument pas à la revendication centrale, au besoin primordial de développement économique qui, seul, permettrait de s'engager sur la voie d'une résolution du problème. En échange de la soumission de la Grèce, on renverse l'État social par le biais d'une redéfinition violente du cadre institutionnel et des relations de travail.

Quant aux banques et aux investisseurs privés qui renoncent soi-disant à

50 % de leurs créances grecques, c'est un leurre. Ceux-ci ne renoncent en effet qu'à 50 % de leurs exigences d'usuriers prédateurs puisqu'ils ont déjà récupéré leur capital augmenté de 20 %. Si cette politique européenne néolibérale est poursuivie à l'identique, il faut savoir que de toute façon, nous n'en ferons jamais assez pour les appétits voraces du monde de la finance.

De plus, tout ceci ne fonctionne pas. Les premières mesures d'austérité imposées à notre pays ont entraîné la fermeture et la faillite de milliers de petites et moyennes entreprises, une augmentation sans précédent du taux de chômage ainsi qu'une réduction considérable du revenu moyen des travailleurs grecs. Les coupes horizontales dans les budgets de l'État ne répondent pas à la demande d'un partage équitable du fardeau. Les politiques d'austérité nous entraînent dans une récession de long terme et ne font écho qu'aux velléités de certains de faire de la Grèce le laboratoire de la casse des droits sociaux dans toute l'Europe.

#### *La Grèce dispose-t-elle encore de marges de manœuvre ?*

La Grèce est une entité vivante avec un peuple sérieux, mature et démocrate qui a une certaine expérience de la revendication et de la recherche de solu-


tions à appliquer. Si les établissements financiers estiment tenir la Grèce sous leur coupe et la priver de choix propres, ils se trompent. Nos recours et nos marges ne sont pas épuisés, la Grèce reste un acteur sérieux sur l'échiquier géopolitique, avec certes, des difficultés, mais aussi des avantages certains. Nous allons continuer à veiller à ce que la politique décide des orientations économiques et que le peuple soit dirigé par des gouvernements et non par des marchés invisibles.

Dans une économie mondialisée, les questions financières concernent l'Europe entière et pas seulement la Grèce. L'effondrement de la Grèce pourrait générer un effet domino avec des conséquences imprévues, d'autant plus d'ailleurs que la même politique néolibérale et d'austérité est à l'œuvre un peu partout en Europe, y compris dans des pays à l'économie dite forte. L'UE a été créée comme une union entre des États membres égaux sur la base de la solidarité, du respect et de l'autodétermination des peuples. C'est cette Europe que les Grecs continuent à appeler de leurs vœux, avec l'homme au centre et un modèle social solide. Ils sont d'ailleurs prêts à se battre avec d'autres pour faire avancer cette Europe-là et s'opposer à ceux qui veulent en changer les principes

et valeurs fondateurs pour en faire autre chose.

#### *Syndicalement, quelles sont vos batailles ?*

Nous demandons instamment des mesures de relance de l'économie grecque, orientées vers la croissance et l'emploi. Si les fonds empruntés continuent d'être recyclés dans le système financier sans alimenter l'économie réelle, alors il n'y aura pas d'issue à ce cercle vicieux qui ajoute encore au problème, voire en crée de nouveaux. De plus, nous exigeons que le combat contre l'évasion fiscale soit une priorité absolue, ce qu'il n'est pas, et que soit engagée une véritable lutte contre l'économie souterraine. L'EKA revendique évidemment l'arrêt immédiat de toutes les baisses de salaires et de pensions de retraite qui plongent les travailleurs grecs dans la pauvreté et le renforcement des politiques sociales de l'État-providence.

Pour toutes ces raisons, l'EKA lance un appel pour une mobilisation démocratique des institutions afin d'éviter que la Grèce ne devienne le talon d'Achille de l'UE, le biais qui laisse les marchés imposer leurs plans contre les peuples européens et transformer l'Europe en une sorte de jungle pour tous les travailleurs. 

## L'EXEMPLE ARGENTIN

**En Argentine, depuis 2004, on ne suit plus les préceptes du FMI, en renationalisant et en se désengageant de la dette. Et cela ne marche pas si mal.**

#### **CORRESPONDANCE DE GÉRARD DEVIENNE**

**L'**Argentine s'apprête à fêter, les 19 et 20 décembre, les événements qui, en 2001, ont redessiné le panorama politique et social d'un pays présenté alors comme le bon élève du Fond monétaire international (FMI), le modèle à suivre.

Pour rappel, Fernando de la Rúa, le président de l'époque, venait de solliciter un nouveau prêt de 20 milliards de dollars auprès des organismes financiers, pour «blinder» l'économie, élevant la dette extérieure à près de 160 milliards. Le président radical continuait en tout point la politique de son prédécesseur péroniste Carlos Menem qui, au bout de ses deux mandats (1989-1999), avait privatisé la totalité des activités économiques: banques,

téléphone, eau, électricité, mines, santé, retraites, transports ferroviaires et aériens, aéroports; même l'espace aérien était livré à la société Thalès. La politique de change (un peso égal un dollar), tout en contenant l'inflation, avait fini de tarir le budget des familles. Le pays entra en convulsion à la veille des fêtes de fin d'année. Après un intérim du péroniste Eduardo Duhalde (2002-2003), l'élection présidentielle qui suit porte au pouvoir Nestor Kirchner pour quatre ans, puis son épouse Cristina Fernández, qui vient d'être réélue au premier tour avec 53 % des suffrages, soutenue par les couches populaires pauvres et les couches moyennes à hauts revenus. Les pre-

mières ont bénéficié de subsides comme l'allocation par enfant qui permet de lutter contre l'absentéisme scolaire, la relance de l'économie qui a fait baisser le chômage de 25 % à 8 % et la pauvreté de 50 %. De plus, le retour du régime de retraite dans le giron public a permis aux retraités de retrouver leurs pensions rognées par la gestion des fonds privés ayant laissé l'institution au bord de la banqueroute.

Quant aux entreprises, elles peuvent compter sur la politique d'un dollar haut favorisant les exportations. Nestor Kirchner, disparu il y a un an, aura imprimé un virage permettant de remettre le pays sur de meilleurs rails: renationalisation de l'eau, de la compagnie aé-